



Conseil de sécurité

Briefing: Haïti

New York, le 25 janvier 2024

Déclaration lue par :

Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie l'Envoyée spéciale, Madame María Isabel Salvador, la directrice exécutive de l'ONUDC, Madame Ghada Fathi Waly, et la directrice exécutive de Human Rights Watch, Madame Tirana Hassan, pour leurs interventions. Je salue aussi la présence des Ministres des affaires étrangères d'Haïti, de la République dominicaine, de Sainte-Lucie et du Kenya à cette séance.

Comme les intervenantes l'ont souligné, l'insécurité continue de se propager en Haïti. La population est confrontée à des choix impossibles pour survivre et s'expose au danger par le simple fait de sortir de chez soi. Selon le dernier rapport du Secrétaire général, les violations des droits humains continuent de s'intensifier. La violence sexuelle et sexiste est généralisée et affecte les femmes et les filles de manière disproportionnée. La disponibilité et l'accès aux services essentiels diminuent et les vulnérabilités, notamment des enfants, s'exacerbent chaque jour. Ils sont aussi les premiers concernés par l'insécurité alimentaire aiguë qui touche presque une personne sur deux dans le pays. Pour promouvoir une paix durable il est essentiel de réaliser des progrès dans tous les domaines - la sécurité, le développement, l'aide humanitaire et la politique.

À cet égard, j'aimerais souligner trois points :

Premièrement, pour faire face aux défis et mettre fin à la violence des gangs, la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité en Haïti (MMSS) devrait être déployée dans les meilleurs délais - dans le respect des plus hauts standards de droit international, et notamment de ceux relatifs à la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels. Nous devons, en tant que Conseil, redoubler d'efforts afin de faciliter ce déploiement rapide. En parallèle, le renforcement des capacités de la Police nationale d'Haïti (PNH) et la mise en œuvre intégrale du régime de sanctions doivent se poursuivre. En ce qui concerne le rôle du BINUH, la Suisse salue le rapprochement initié avec les institutions gouvernementales,

notamment dans le domaine de la Réduction de la violence communautaire (CVR) et du Désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR).

Deuxièmement, il faut poursuivre le dialogue politique afin de permettre la tenue d'élections une fois la sécurité rétablie. Le rétablissement des institutions démocratiques participatives contribuera à la recherche de solutions inclusives, et les avancées dans le domaine de la lutte contre l'impunité et la corruption sont encourageantes. L'accompagnement du Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM devrait contribuer à la facilitation des échanges intra-haïtiens. Nous saluons les discussions autour de la formation d'un gouvernement d'unité nationale, d'un nouveau Conseil électoral provisoire et d'un processus de réforme constitutionnelle.

Troisièmement, la communauté internationale doit maintenir son engagement solidaire dans le pays. Le Plan de Réponse Humanitaire reste largement sous-financé alors que les besoins continueront d'augmenter en 2024. Dans cette perspective, il faut garantir un accès sûr, rapide et sans entraves aux communautés et accroître la coordination et la coopération entre les acteurs de la réponse internationale, dont notamment la MMSS. La Suisse continuera à s'impliquer durablement à Port-au-Prince et dans le Grand Sud. Notre action portera sur deux volets. D'un côté, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène. De l'autre, la protection, avec un accent sur la prévention et la réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre. Cette approche, établie en coopération avec nos partenaires haïtiens, visera tant à répondre aux défis contemporains qu'à renforcer la préparation aux risques futurs.

Madame la Présidente,

Le BINUH doit utiliser toutes les ressources dont il a été doté, y compris humaines, afin de s'acquitter de son mandat. De plus, la lutte contre la prolifération d'armes et de munitions illégales doit rester une priorité. Il faut, dans cette optique, assurer la sécurité du Panel d'Experts du Comité de sanctions afin qu'il puisse poursuivre son travail.

Nous devons maintenir notre attention sur cette crise qui dure depuis trop longtemps. Il en va de notre responsabilité, de notre crédibilité et, comme nous l'avons souligné au début de notre déclaration, du futur des haïtiennes et des haïtiens.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank the Special Envoy, Ms María Isabel Salvador, the Executive Director of the UNODC, Ms Ghada Fathi Waly, and the Executive Director of Human Rights Watch, Ms Tirana Hassan, for their statements. I would also like to welcome the presence of the Foreign Ministers of Haiti, the Dominican Republic, Saint Lucia and Kenya at this session.

As the speakers have pointed out, insecurity continues to spread in Haiti. The population is faced with impossible choices in order to survive, and is exposed to danger simply by leaving their homes. According to the Secretary-General's latest report, human rights violations continue to escalate. Sexual and gender-based violence is widespread and disproportionately

affects women and girls. The availability of and access to essential services are declining, and the vulnerability of children in particular is increasing every day. They are also the first to be affected by acute food insecurity, which affects almost one in two people in the country. To promote lasting peace, it is essential to make progress in all areas - security, development, humanitarian aid and politics.

In this respect, I would like to highlight three points:

Firstly, to meet the challenges and put an end to gang violence, the Multinational Security Support Mission in Haiti (MSS) should be deployed as soon as possible - in compliance with the highest standards of international law, and in particular those relating to the prevention of sexual exploitation, abuse and harassment. As a Council, we must redouble our efforts to facilitate this rapid deployment. At the same time, we must continue to build the capacity of the Haitian National Police (HNP) and fully implement the sanctions regime. With regard to the role of BINUH, Switzerland welcomes the rapprochement initiated with government institutions, particularly in the field of Community Violence Reduction (CVR) and Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR).

Secondly, political dialogue must be pursued to enable elections to be held once security has been restored. The re-establishment of participatory democratic institutions will contribute to the search for inclusive solutions, and the progress made in the fight against impunity and corruption is encouraging. The support of the CARICOM Eminent Persons Group should help to facilitate intra-Haitian trade. We welcome the discussions around the formation of a national unity government, a new Provisional Electoral Council and a constitutional reform process.

Thirdly, the international community must maintain its commitment to solidarity in the country. The Humanitarian Response Plan remains largely underfunded, while needs will continue to increase in 2024. With this in mind, we need to guarantee safe, rapid and unhindered access to communities and increase coordination and cooperation between international response actors, including in particular the MMSS. Switzerland will continue its long-term involvement in Port-au-Prince and the south of the country. Our action will focus on two areas. On the one hand, climate change, disaster risk reduction, and water, sanitation and hygiene. On the other, protection, with a focus on preventing and responding to sexual and gender-based violence. This approach, established in cooperation with our Haitian partners, will aim both to respond to contemporary challenges and to strengthen preparedness for future risks.

Madam President,

BINUH must use all the resources at its disposal, including human resources, to fulfil its mandate. In addition, the fight against the proliferation of illegal arms and munitions must remain a priority. To this end, we must ensure the security of the Sanctions Committee's Panel of Experts so that it can continue its work.

We must maintain our focus on this crisis, which has gone on for too long. Our responsibility, our credibility and, as we stressed at the beginning of our statement, the future of the Haitian people is at stake.

I thank you.